

NOUVELLES BRÈVES

Pour une génération de non-fumeurs: Le Canada lance une campagne de lutte contre le tabagisme

L'interdiction de fumer dans les bureaux du gouvernement fédéral, une campagne dynamique de lutte contre le tabagisme visant les jeunes, et un plan de compensation pour les producteurs de tabac décidant d'abandonner cette culture, voilà les principaux éléments d'une campagne qui pourrait faire du Canada l'un des premiers pays au monde à s'affranchir complètement du tabac.

Le gouvernement a également adopté une loi interdisant toute publicité en faveur des produits du tabac, depuis les panneaux d'affichage et les annonces à la radio, jusqu'aux objets-souvenirs, d'ici janvier 1989. De plus, Air Canada est devenue la première compagnie aérienne importante d'Amérique du Nord à adopter avec succès des vols non-fumeurs nationaux. Elle a récemment étendu ce service aux liaisons transfrontières.

Entretemps, dans une ville de l'ouest canadien, Calgary, les organisateurs des Jeux olympiques d'hiver 1988 ont décidé de tenir les premiers jeux au monde où l'usage du tabac sera interdit dans le village des athlètes, à toutes les cérémonies officielles et compétitions, et sur tous les véhicules se déplaçant sur le site olympique.

Le gouvernement fédéral, le plus important employeur canadien, entend mettre fin au tabagisme dans ses bureaux au moyen d'un programme en deux étapes. D'ici le 1^{er} octobre, tous les bureaux fédéraux joindront la douzaine d'édifices où l'usage du tabac est déjà limité à des zones

spécialement désignées. Le 1^{er} janvier 1989, il sera interdit de fumer en milieu de travail dans tous les édifices fédéraux. La première étape de ce programme se compare aux initiatives prises en Nouvelle-Zélande et en Australie, où l'on a désigné des zones réservées aux fumeurs.

Le but de cette campagne de lutte contre le tabagisme, qui vise les jeunes Canadiens âgés entre 10 et 19 ans, est de produire «une nouvelle génération de non-fumeurs» d'ici l'an 2000. Parmi les éléments de cette campagne, on retrouve un programme de prévention contre l'usage du tabac destiné aux adolescents, une trousse de documentation destinée à favoriser les activités locales et provinciales de prévention, et un communiqué qui souligne les nouvelles initiatives des associations de santé et des gouvernements participants.



Les cultivateurs de tabac, entretemps, recevront jusqu'à 15 000 dollars pour abandonner cette culture, dans le cadre du programme de réorientation vers des activités économiques autres que la culture du tabac. Ce programme, auquel on a consacré 33,5 millions de dollars, a été établi en raison de la baisse de 18% de la consommation de cigarette par habitant entre les années 1965 et 1985, doublée d'une chute des prix mondiaux du tabac.

Échec au trafic international des stupéfiants

La lutte contre le trafic illicite des stupéfiants est un élément majeur de la nouvelle stratégie



Joe Clark: «Nous devons mettre fin à ce trafic.»

canadienne destinée à combattre l'usage des stupéfiants par la prévention, le traitement, la recherche et les mesures de contrôle.

Ce programme quinquennal, évalué à 210 millions de dollars, prévoit des mesures sur une grande échelle, en vue de mettre fin au trafic international, en encourageant les producteurs à renoncer à ces cultures, et en augmentant les ressources des polices locales face au crime organisé.

S'adressant à la Chambre des communes le 28 mai dernier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, déclarait que «le trafic illicite des drogues est une industrie internationale et il est clair que le Canada ne peut résoudre ces problèmes isolément».

En 1985, selon M. Clark, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et la division des Douanes et Accises de Revenu Canada ont saisi 62 kilos d'héroïne, 109 kilos de cocaïne et 19 000 kilos de haschich introduits illégalement dans notre pays par «des réseaux de trafiquants extrêmement bien organisés et basés à l'étranger». De même,

le Canada sert souvent de point de transit par lequel les trafiquants font passer les stupéfiants dans d'autres pays. En outre, des substances psychotropes sont parfois produites au Canada pour être exportées sur les marchés mondiaux.

M. Clark ajoutait «qu'il est clair que nous devons mettre fin à ce trafic, non seulement parce que les Canadiens en sont victimes, mais aussi parce que nous en avons la responsabilité en tant que citoyens du monde».

Le surintendant principal, M. R.T. Stamler, de la Direction générale des drogues à la GRC, souligne que le Canada contribue au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et a versé des subventions afin d'appuyer des projets bilatéraux au Pakistan et en Thaïlande. Mais l'expérience démontre que le remplacement de ces cultures n'est qu'un aspect du problème et qu'il faut envisager une approche plus globale.